

# COI Focus

## VENEZUELA

### Situation sécuritaire

4 avril 2019 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

---

## Table des matières

<b>Principaux sigles utilisés</b> .....	<b>3</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>1. Bref contexte</b> .....	<b>5</b>
<b>2. Développements majeurs depuis avril 2018</b> .....	<b>5</b>
<b>3. Protagonistes de la sécurité</b> .....	<b>7</b>
3.1. Généralités .....	7
3.2. Forces de sécurité de l'Etat .....	8
3.3. Colectivos .....	9
3.4. Megabandas.....	11
3.5. Guérillas .....	12
3.6. Grupos armados organizados (GAO's) .....	12
<b>4. Violations des droits humains</b> .....	<b>14</b>
<b>5. Cibles des violations des droits humains</b> .....	<b>15</b>
<b>6. Répartition géographique des violences</b> .....	<b>18</b>
<b>Annexe</b> .....	<b>20</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>21</b>

---

## Principaux sigles utilisés

AI	Amnesty International
BBC	British Broadcasting Corporation
CNN	Cable News Network
CONAS	Comando nacional antiextorsión y secuestro
DGCIM	Dirección general de contra inteligencia militar
DW	Deutsche Welle
ELN	Ejército de liberación nacional
FANB	Fuerza armada nacional bolivariana
FARC	Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia
FBL	Fuerzas bolivarianas de liberación
FICR	Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FMI	Fonds monétaire international
GIGA	German Institute for Global and Area Studies
GNB	Guardia nacional bolivariana
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
MNB	Milicia nacional bolivariana
ONG	Organisation non gouvernementale
OVSC	Observatorio Venezolano de Conflictividad Social
OVV	Observatorio Venezolano de Violencia
PNB	Policía nacional bolivariana
SEBIN	Servicio bolivariano de inteligencia
UPI	United Press International
USDOS	United States Department of State

## Introduction

La présente recherche dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Venezuela, qui est particulièrement complexe et volatile. Elle constitue une mise à jour du COI Focus daté du 20 avril 2018 et porte sur la période allant d'avril 2018 à mars 2019. Elle s'est clôturée le 12 mars 2019.

L'analyse se compose de six parties. Après un bref aperçu du contexte, le Cedoca évoque l'état actuel de la crise, puis énumère les différents protagonistes en jeu. Ensuite, il décrit consécutivement les violations des droits humains, les cibles de celles-ci et leur répartition géographique.

Ce rapport se base sur des articles de la presse écrite (dont *El Mercurio*, *El Nacional*, *El Nuevo Herald*, *El País*, *El Periódico*, *El Observador*, *El Tiempo*, *Notimerica*, *The New York Times*), ainsi que des agences de presse telles que Al Jazeera, British Broadcasting Corporation (BBC), Cable News Network (CNN), Deutsche Welle (DW), United Press International (UPI) et Reuters. La recherche se réfère à des publications de centres de recherche ainsi que des organisations non gouvernementales locales ou internationales tels que l'International Crisis Group (ICG)<sup>1</sup>, Amnesty International (AI), Freedom House, Human Rights Watch (HRW), le German Institute for Global and Area Studies (GIGA)<sup>2</sup>, le Foro Penal<sup>3</sup>, InSight Crime<sup>4</sup>, l'Observatorio Venezolano de Violencia (OVV)<sup>5</sup>, l'Observatorio de Delito Organizado<sup>6</sup> ou encore Runrun.es<sup>7</sup>. La recherche est également alimentée par diverses sources onusiennes ou gouvernementales comme le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et le département d'Etat américain (United States Department of State, USDOS).

Les conditions de sécurité au Venezuela font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour dans les meilleurs délais.

---

<sup>1</sup> L'ICG est une organisation non gouvernementale indépendante qui se consacre à la prévention et à la résolution des conflits à travers le monde. Voir : ICG [site web], s.d., [url](#)

<sup>2</sup> Le GIGA est un institut de recherche indépendant en sciences sociales basé à Hambourg en Allemagne. Il se donne pour mission d'analyser des évolutions politiques, sociales, et économiques en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient, ainsi que des questions mondiales. Voir : GIGA [site web], s.d., [url](#)

<sup>3</sup> Le Foro Penal est une organisation non gouvernementale vénézuélienne de défense des droits humains qui est présente dans chaque état du Venezuela. L'équipe d'avocats en son sein fournit une assistance juridique *pro deo* à des personnes détenues arbitrairement. Le FPV repose sur un réseau de plus de 3.000 volontaires, activistes qui œuvrent en faveur de la promotion du respect des droits humains et de l'assistance aux victimes et leurs familles. Voir : Foro Penal [site web], s.d., [url](#)

<sup>4</sup> InSight Crime est une fondation indépendante et sans but lucratif qui examine depuis 2010 le crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes avec des bureaux à Medellín en Colombie et à Washington aux Etats-Unis. Voir : InSight Crime [site web], s.d., [url](#)

<sup>5</sup> L'OVV est une organisation non gouvernementale vénézuélienne de défense des droits humains. Voir : OVV [site web], s.d., [url](#)

<sup>6</sup> L'Observatorio de Delito Organizado est un programme développé en 2012 par l'association citoyenne Paz Activa, dont l'objectif principal est l'observation du phénomène du crime organisé transnational au Venezuela et dans la région sud-américaine. Voir : Observatorio de Delito Organizado [site web], s.d., [url](#)

<sup>7</sup> Runrun.es est un site d'information, d'opinion et d'analyse consacré au Venezuela.

En collaboration avec l'organisation Caracas Mi Convive, Runrun.es a élaboré le projet *Monitor de Victimas* (moniteur des victimes) Voir : Runrun.es [site web], s.d., [url](#)

## 1. Bref contexte

Depuis 2014, le Venezuela traverse une crise à la fois politique et socio-économique<sup>8</sup>. Steve Hanke, spécialiste de l'inflation cité dans le magazine Forbes indique que le taux d'inflation annuel est de 80.000 % fin 2018<sup>9</sup>. L'hyperinflation a un impact sérieux sur la capacité des plus vulnérables à obtenir un accès à de la nourriture, des médicaments et d'autres biens de base<sup>10</sup>. Le gouvernement n'autorise pas l'entrée dans le pays de matériel humanitaire<sup>11</sup>. Avec son taux de 81,4 morts violentes par 100.000 personnes en 2018, de nombreuses sources attestent que le Venezuela continue d'être un des pays les plus violents du monde<sup>12</sup>.

De gigantesques manifestations anti-Maduro et pro-Maduro se déroulent dans le pays<sup>13</sup>. Cette tendance est à l'accélération et culmine en 2018 à 35 protestations par jour à travers le pays (soit 30 % de plus qu'en 2017), d'après l'analyse de l'Observatorio Venezolano de Conflictividad Social (OVCS)<sup>14</sup>. La Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) observe que cette accélération se poursuit en janvier et février 2019<sup>15</sup>.

Cette combinaison de facteurs a résulté en un exode massif de la population<sup>16</sup>. Plus de trois millions de Vénézuéliens (sur une population de 32 millions) ont fui le pays depuis 2014<sup>17</sup>.

Les sanctions étrangères sont de plus en plus nombreuses et visent désormais septante personnes et prive le pays de son accès aux banques américaines<sup>18</sup>. La communauté internationale est polarisée entre d'une part les Etats amis du gouvernement vénézuélien, comme la Russie et la Chine, et d'autre part les Etats critiques face à son gouvernement comme les Etats-Unis, le groupe de Lima (soit quinze Etats latino-américains plus le Canada) et plusieurs Etats membres de l'Union européenne<sup>19</sup>.

## 2. Développements majeurs depuis avril 2018

Nicolas Maduro remporte, de manière contestée selon plusieurs sources, l'élection présidentielle du 20 mai 2018<sup>20</sup>.

Lors d'une manifestation de l'opposition le 23 janvier 2019, le président de l'Assemblée nationale Juan Guaidó s'autoproclame président de la République par intérim<sup>21</sup>, invoquant l'article 233 de la Constitution. Cet article stipule que si l'Assemblée nationale estime que le président de la république échoue dans son devoir, le président de l'assemblée nationale est autorisé à assumer temporairement le pouvoir et convoquer des élections dans les trente jours<sup>22</sup>. Au cours de cette seule journée, 770

<sup>8</sup> Le Monde via Youtube, 09/02/2019, [url](#)

<sup>9</sup> Forbes, 01/01/2019, [url](#)

<sup>10</sup> Le Monde, 12/03/2019, [url](#) ; IFRC, 21/02/2019, [url](#)

<sup>11</sup> CRS, 15/02/2019, [url](#)

<sup>12</sup> OVV, 30/12/2018, [url](#) ; CNN, 08/06/2018, [url](#) ; RFI, 08/01/2019, [url](#) ; Business Insider, 01/11/2018, [url](#) ; RTBF Info, 03/02/2019, [url](#) ; Reuters, 27/12/2018, [url](#)

<sup>13</sup> RTBF Info, 03/02/2019, [url](#)

<sup>14</sup> OVCS, 18/01/2019, [url](#)

<sup>15</sup> IFRC, 21/02/2019, [url](#)

<sup>16</sup> CRS, 15/02/2019, [url](#)

<sup>17</sup> HRW, 2019, [url](#) ; Cpalsocial, 05/2018, [url](#)

<sup>18</sup> The Washington Post, 09/01/2019, [url](#)

<sup>19</sup> The New York Times, 10/01/2019, [url](#)

<sup>20</sup> Le Monde, 12/03/2019, [url](#) ; HRW, 2019, [url](#) ; The New York Times, 10/01/2019, [url](#) ; France 24, 02/02/2019, [url](#)

<sup>21</sup> Le Monde diplomatique, 24/01/2019, [url](#) ; Sky News, 24/01/2019, [url](#)

<sup>22</sup> ICG, 24/01/2019, [url](#)

personnes sont arrêtées arbitrairement d'après le Foro Penal<sup>23</sup>. Juan Guaidó promet l'entrée de l'aide humanitaire dans le pays un mois plus tard. Le 24 janvier 2019, le secrétaire d'Etat américain Michael Pompeo annonce que les Etats-Unis fourniront vingt millions de dollars d'aide humanitaire supplémentaire à la demande de Juan Guaidó<sup>24</sup>.

Dès janvier 2019, des dissensions apparaissent au sein de l'armée vénézuélienne. La répression d'opposants mène à une tentative de soulèvement d'un certain nombre d'officiers et des défections s'ensuivent, notamment le 2 février 2019<sup>25</sup>.

Le 30 janvier 2019, des manifestations ont lieu à Caracas à l'initiative de Guaidó pour rallier les militaires à l'opposition<sup>26</sup>. Des sources non officielles rapportent à la FICR des décès et des personnes blessées au cours de ces manifestations, ainsi que le pillage de marchés et de commerces<sup>27</sup>.

Le 2 février 2019, des dizaines de milliers de manifestants descendent à nouveau dans les rues de Caracas, les uns pour réclamer le départ de Nicolas Maduro, les autres pour lui affirmer leur soutien<sup>28</sup>. En marge de cette mobilisation, Juan Guaidó annonce que plusieurs tonnes d'aide humanitaire feront leur entrée le 23 février sur le sol vénézuélien<sup>29</sup>.

A l'expiration de l'ultimatum posé par certains Etats européens à Maduro pour qu'il convoque des élections présidentielles, une cinquantaine d'Etats reconnaissent Juan Guaidó comme président du pays.<sup>30</sup>

L'opération humanitaire prévue par Guaidó le 23 février 2019 est perçue par le gouvernement de Maduro comme un cheval de Troie camouflant une intervention militaire étrangère<sup>31</sup>. Il est certes annoncé que du côté de la frontière avec le Brésil, l'aide humanitaire peut être acheminée dans la ville de Pacaraima. Cependant, la mobilisation est contrée par l'armée et la garde nationale à la frontière, à coups de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Des camions transportant du matériel humanitaire sont incendiés. Des troubles éclatent. Cette journée fait deux morts et plus de trois cents blessés<sup>32</sup>. Le gros des forces de sécurité reste loyal à Maduro<sup>33</sup>.

Le 25 février 2019, le Groupe de Lima s'oppose fermement à une intervention militaire en soutien de Guaidó<sup>34</sup>.

Juan Guaidó brave une interdiction de sortir du pays pour solliciter un soutien dans la région et regagne le pays le 4 mars 2019<sup>35</sup>.

Le 9 mars 2019, des manifestations pro et contre Maduro se déroulent à Caracas<sup>36</sup>.

Alors que le pays est frappé depuis le 7 mars 2019 par des coupures d'électricité dites historiques, le Parlement, seule instance régie par l'opposition et démocratiquement élue, décrète l'Etat d'alerte<sup>37</sup> le 11 mars 2019<sup>38</sup>. Juan Guaidó appelle à manifester à travers le pays le 12 mars 2019. Réagissant aux

<sup>23</sup> Foro Penal, 05/02/2019, [url](#)

<sup>24</sup> CRS, 15/02/2019, [url](#)

<sup>25</sup> France 24, 02/02/2019, [url](#) ; RTL, 30/01/2019, [url](#)

<sup>26</sup> Le Figaro, 31/01/2019, [url](#)

<sup>27</sup> IFRC, 21/02/2019, [url](#)

<sup>28</sup> Arte, 02/02/2019, [url](#) ; Le Figaro, 02/02/2019, [url](#)

<sup>29</sup> RFI, 12/02/2019, [url](#)

<sup>30</sup> El País, 04/02/2019, [url](#) ; Le Monde, 12/03/2019, [url](#)

<sup>31</sup> ICG, 04/03/2019, [url](#)

<sup>32</sup> Europe 1, 24/02/2019, [url](#)

<sup>33</sup> ICG, 04/03/2019, [url](#)

<sup>34</sup> ICG, 04/03/2019, [url](#)

<sup>35</sup> VRTNWS, 04/03/2019, [url](#)

<sup>36</sup> RFI, 10/03/2019, [url](#)

<sup>37</sup> L'Etat d'alerte correspond à la phase préliminaire avant l'Etat d'urgence.

<sup>38</sup> Le Monde, 12/03/2019, [url](#)

coupsures d'électricité qu'il perçoit comme le résultat d'une cyber attaque américaine en vue d'une intervention militaire, le président Maduro appelle la population à résister dans une allocution télévisée<sup>39</sup>.

### 3. Protagonistes de la sécurité

#### 3.1. Généralités

S'il est difficile d'établir une frontière nette entre les différents opérateurs armés au Venezuela, tant ces frontières sont fluides, la fondation InSight Crime qui examine depuis 2010 le crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes a tenté de schématiser cette réalité en produisant le tableau suivant :



Groupes armés opérant au Venezuela, InSight Crime<sup>40</sup>

<sup>39</sup> Al Jazeera, 11/03/2019, [url](#) ; RFI, 10/03/2019, [url](#) ; Le Monde, 12/03/2019, [url](#)

<sup>40</sup> InSight Crime, 16/05/2018, [url](#)

### 3.2. Forces de sécurité de l'Etat

Une grande partie de la haute hiérarchie militaire dirige des administrations ou des ministères-clés comme entre autres le Pétrole, l'Energie électrique, l'Alimentation, et le Commerce. D'après l'organisation non gouvernementale (ONG) Control Ciudadano, les militaires sont présents dans plus de 47 % des cabinets ministériels<sup>41</sup>. Selon le portail d'investigation Armando cité par le journal *El Observador*, de nombreux hauts gradés bénéficient de privilèges liés au système de la distribution alimentaire, ainsi que des taux de change favorables avec le dollar américain<sup>42</sup>. Afin d'encourager les militaires à faire défection, Juan Guaido a proposé le 27 janvier 2019 une loi d'amnistie, approuvée par le Parlement<sup>43</sup>. Les sources consultées concordent sur le fait que le soutien de l'armée est crucial pour le maintien au pouvoir du président<sup>44</sup>. Trois hauts gradés militaires<sup>45</sup> ont fait défection courant janvier et février 2019<sup>46</sup>. Une soixantaine de militaires se sont rendus aux autorités colombiennes en leur demandant l'asile le 24 février 2019 au cours d'une tentative d'opération d'aide humanitaire<sup>47</sup>. Le 4 mars 2019, ICG rapporte que si plus de 600 militaires et policiers ont fait défection sur la semaine écoulée, la majeure partie des forces de sécurité reste loyale à Maduro<sup>48</sup>.

Le site Internet du ministère du pouvoir populaire pour la Défense<sup>49</sup> renseigne que l'armée vénézuélienne, soit la Fuerza armada nacional bolivariana (FANB), est composée de quatre piliers : la force terrestre, la force navale, la force aérienne et la Guardia nacional. Elle dispose d'un site Internet, d'un compte Twitter ainsi que d'une page Facebook. D'après l'Institut international d'études stratégiques cité par *El Observador*, la FANB compte 273.000 effectifs<sup>50</sup>. Le Comando nacional antiextorsión y secuestro (CONAS) est créé en 2013 et dépend de l'état-major de la Guardia Nacional<sup>51</sup>.

En marge des quatre composantes susmentionnées, il y a deux corps supplémentaires. Le premier est la Guardia de honor presidencial qui assure la sécurité, la garde et la protection du président et de sa famille. Le second est la Milicia nacional bolivariana (MNB), créée par Hugo Chávez en 2008 avec pour objectif de défendre la révolution bolivarienne<sup>52</sup>. Le président Maduro a entamé un processus de renforcement de la MNB<sup>53</sup>. En 2017, l'ONG Control Ciudadano avait constaté un doublement des effectifs en comparaison avec 2012, avec environ 365.000 membres<sup>54</sup>. En février 2019, un article du journal *El Observador* estime que la Milicia est composée de 1.100.000 civils, alors que Diosdado Cabello, président de l'Assemblée constituante, parle de deux millions de membres<sup>55</sup>. Le président annonce le 2 février 2019 l'incorporation de la MNB au sein de la FANB<sup>56</sup>.

<sup>41</sup> El Observador, 03/02/2019, [url](#)

<sup>42</sup> The New York Times, 10/01/2019, [url](#) ; El Observador, 03/02/2019, [url](#)

<sup>43</sup> Notimerica, 28/01/2019, [url](#) ; El Observador, 03/02/2019, [url](#)

<sup>44</sup> ICG, 04/03/2019, [url](#) ; Knack, 20/02/2019, [url](#) ; El Observador, 03/02/2019, [url](#) ; RTBF Info, 02/02/2019, [url](#) ; RTL, 30/01/2019, [url](#) ; The New York Times, 10/01/2019, [url](#) ; Le Figaro, 02/02/2019, [url](#)

<sup>45</sup> Le colonel Jose Luis Silva, attaché militaire du Venezuela à Washington, a fait défection le 26 janvier 2019. Le général Francisco Esteban Yanez Rodriguez de la division de l'armée de l'air vénézuélienne a fait allégeance à Juan Guaido le 2 février 2019. Le colonel docteur Rubén Alberto Paz Jiménez a reconnu Juan Guaidó comme président le 10 février 2019.

<sup>46</sup> El Observador, 03/02/2019, [url](#) ; RTBF Info, 02/02/2019, [url](#) ; El Periódico, 10/02/2019, [url](#)

<sup>47</sup> Europe 1, 24/02/2019, [url](#)

<sup>48</sup> ICG, 04/03/2019, [url](#)

<sup>49</sup> Ministerio del poder popular para la defensa [site web], [s.d., url](#)

<sup>50</sup> El Observador, 03/02/2019, [url](#)

<sup>51</sup> Info defensa, 13/04/2013, [url](#)

<sup>52</sup> Runrun.es, 26/12/2018, [url](#) ; Telesur, 17/04/2017, [url](#) ; El Nacional, 08/09/2017, [url](#)

<sup>53</sup> El Nuevo Herald (Delgado A. M.), 02/07/2016, [url](#)

<sup>54</sup> DW, 06/02/2019, [url](#) ; BBC (Marco D. G.), 07/07/2017, [url](#)

<sup>55</sup> El Observador, 03/02/2019, [url](#)

<sup>56</sup> El Periódico CR, 02/02/2019, [url](#) ; DW, 06/02/2019, [url](#)



La Policía nacional bolivariana (PNB) est la principale institution chargée de la protection des civils. D'après l'Observatorio Venezolano de Violencia (OVV), la part de responsabilité de la police dans le nombre de meurtres a augmenté<sup>57</sup>.

Le Servicio bolivariano de inteligencia nacional (SEBIN) est un organe politique de renseignement créé en 2010 pour neutraliser les menaces envers l'Etat vénézuélien. Des articles de presse le dépeignent comme un symbole de la répression, agissant davantage comme une police politique<sup>58</sup>.

La Fuerza de acciones especiales (FAES), érigée en 2017 par Maduro en réponse à la criminalité et au terrorisme, s'est progressivement convertie en escadron de la mort pourchassant les opposants au régime<sup>59</sup>.

En marge de deux opérations de répression menées en 2014 et en 2017, HRW dénonce le fait que des membres des forces de sécurité ont tiré sur des manifestants à bout portant avec des munitions anti-émeutes, ont battu brutalement des personnes qui n'opposaient aucune résistance et ont organisé des rafles violentes dans des immeubles d'habitation<sup>60</sup>.

### 3.3. Colectivos

A partir de la présidence de Chávez, les *colectivos* ont été conçus comme des organisations sociales composées de civils hautement idéologisés et soutenant le gouvernement en tant que gardiens de la révolution<sup>61</sup>.

A mesure que les revenus du gouvernement se sont réduits, les *colectivos* se sont convertis en agents de répression lors des protestations, par le biais d'une intimidation brutale et souvent mortelle. D'après plusieurs sources, les *colectivos* sont de véritables groupes de choc paramilitaires, financés, armés et formés par le gouvernement pour intimider l'opposition, leur conférant une forme de légitimité<sup>62</sup>. En échange de leur loyauté, le gouvernement leur assure l'impunité<sup>63</sup>.

La plupart des moyens légaux proviennent de l'Etat, à travers des concessions de distribution de nourriture, mais aussi d'entreprises. Parmi les moyens illégaux figurent divers trafics (nourriture, médicaments, drogue), l'extorsion, le pari, des casinos clandestins<sup>64</sup>.

Un article de la RTBF indique que Nicolas Maduro a renforcé ces *colectivos*, qui comptent désormais quelque 500.000 membres<sup>65</sup>.

Les *colectivos* contrôlent un vaste territoire du pays. D'après InSight Crime, ils sont présents dans 16 des 23 Etats vénézuéliens<sup>66</sup>. Selon Fermín Mármol, criminologue de l'Universidad Santa María à

<sup>57</sup> OVV, 30/12/2018, [url](#) ; Tal Cual, 27/12/2018, [url](#)

<sup>58</sup> El Mercurio via El Nacional, 01/11/2018, [url](#) ; El Tiempo, 30/10/2018, [url](#) ; La Razón, 10/10/2018, [url](#)

<sup>59</sup> Caracas Chronicles, 27/01/2019, [url](#)

<sup>60</sup> HRW, 2019, [url](#)

<sup>61</sup> El Estímulo, 06/01/2019, [url](#) ; El País, 09/02/2019, [url](#) ; France 24, 01/06/2018, [url](#) ; InSight crime, 18/01/2018, [url](#)

<sup>62</sup> France 24, 01/06/2018, [url](#) ; El Estímulo, 06/01/2019, [url](#) ; InSight Crime, 18/05/2018, [url](#) ; Semana, 25/09/2017, [url](#) ; Le Monde (Paranagua P. A.), 04/09/2017, [url](#) ; BBC (Marco D. G.), 07/07/2017, [url](#) ; El Tiempo (Lares Martiz V.), 30/04/2017, [url](#) ; USDOS, 2017, [url](#) ; InSight crime, 18/01/2018, [url](#) ; The New York Times (Torres P., Casey N.), 22/04/2017, [url](#) ; El Tiempo (Lares Martiz V.), 30/04/2017, [url](#)

<sup>63</sup> DW, 06/02/2019, [url](#) ; Efecto cocuyo, 09/01/2019, [url](#) ; The New York Times (Torres P., Casey N.), 22/04/2017, [url](#) ; El Tiempo (Lares Martiz V.), 30/04/2017, [url](#)

<sup>64</sup> InSight Crime, 18/05/2018, [url](#) ; InSight Crime, 20/11/2018, [url](#) ; The New York Times (Torres P., Casey N.), 22/04/2017, [url](#) ; El Tiempo (Lares Martiz V.), 30/04/2017, [url](#) ; InSight crime, 18/01/2018, [url](#)

<sup>65</sup> RTBF Info, 03/02/2019, [url](#)

<sup>66</sup> InSight Crime, 20/11/2018, [url](#)

Caracas, cité dans un article paru dans *The New York Times* en 2017, ces groupes contrôlent 10 % des villages et villes du pays<sup>67</sup>.

De nombreux *colectivos* disposent de leurs propres nom, drapeau et uniforme. Tous les *colectivos* ne sont pas violents, quelques-uns ne sont pas armés et poursuivent des objectifs communautaires et culturel. Certains Vénézuéliens des secteurs les plus pauvres acceptent les *colectivos* comme source d'ordre<sup>68</sup>. Un article paru dans *Le Monde* précise en effet cette dualité en définissant les *colectivos* comme « aussi bien les groupes de citoyens menant des œuvres sociales que des formations violentes, agissant en milice »<sup>69</sup>.

Le 7 janvier 2019, des *colectivos* ont prêté symboliquement serment de soutien à Maduro pour son nouveau mandat. Ils ont parcouru l'ouest de Caracas en caravane constituée de motos et de véhicules, vociférant leur soutien à Maduro et leur hostilité à Juan Guaidó<sup>70</sup>.

Plusieurs sources évoquent la menace qu'ils représentent pour la sécurité de Juan Guaidó et de ses proches<sup>71</sup>.

---

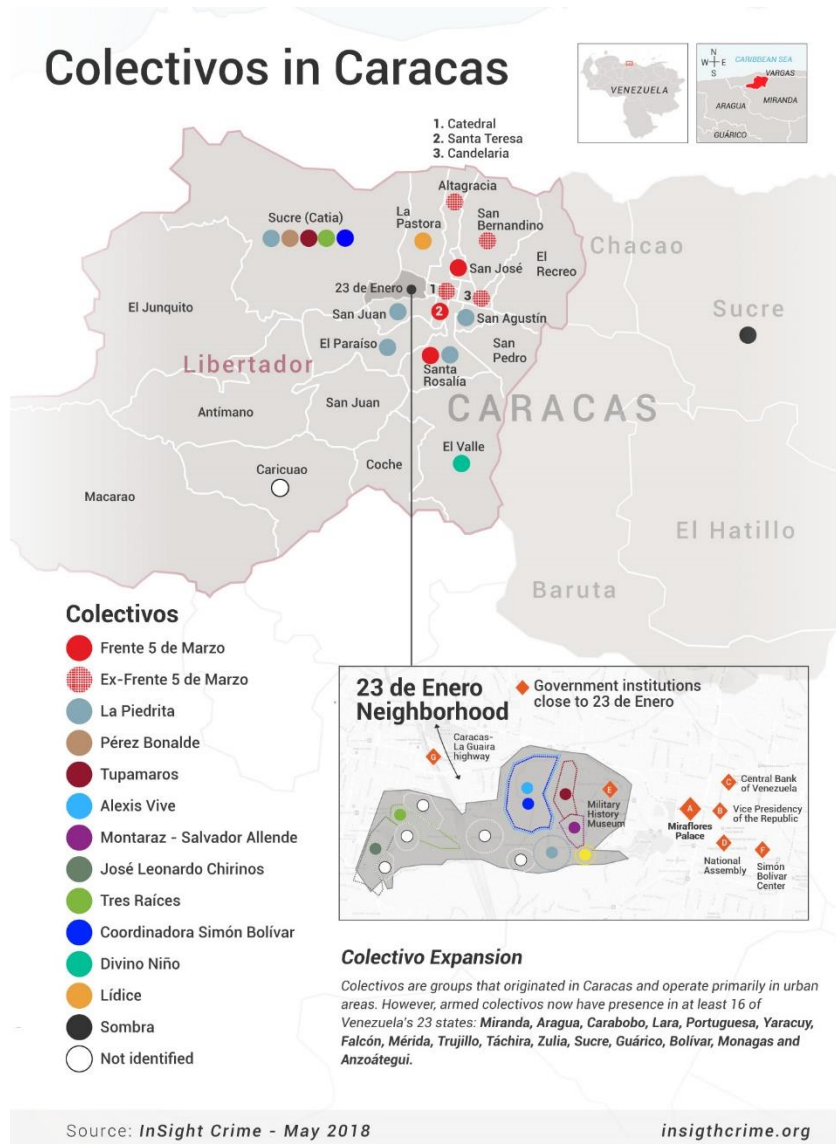
<sup>67</sup> The New York Times (Torres P., Casey N.), 22/04/2017, [url](#)

<sup>68</sup> InSight Crime, 18/05/2018, [url](#) ; BBC (Marco D. G.), 07/07/2017, [url](#) ; The New York Times (Torres P., Casey N.), 22/04/2017, [url](#)

<sup>69</sup> Le Monde, 12/03/2019, [url](#)

<sup>70</sup> EFE via El Nacional, 08/01/2019, [url](#) ; Ansa Latina, 07/01/2019, [url](#) ; La República, 07/01/2019, [url](#)

<sup>71</sup> Washington Examiner, 04/02/2019, [url](#) ; A Todo Momento, 10/02/2019, [url](#) ; EP Mundo, 10/02/2019, [url](#)



Les collectifs à Caracas, InSight Crime<sup>72</sup>

### 3.4. Megabandas

Les *megabandas*, composées de plus d'une cinquantaine d'hommes équipés d'armes de guerre, contrôlent de vastes territoires à travers tout le pays et sont souvent dirigées par des *pranes*<sup>73</sup>, chefs de gangs incarcérés ou ayant quitté la prison. En effet, la prison offre une forme de protection pour ces leaders qui peuvent y développer leur structure et leurs activités. Les *megabandas* disposent d'une capacité de négociation avec les autorités, permettant une *pax mafiosa*, comme l'énonce InSight Crime<sup>74</sup>.

<sup>72</sup> InSight Crime, 18/05/2018, [url](#)

<sup>73</sup> InSight Crime rapporte que le mot proviendrait de l'acronyme espagnol des mots *preso rematado asesino nato*, soit prisonnier double assassin né. InSight Crime, 20/05/2018, [url](#)

<sup>74</sup> InSight Crime, 20/05/2018, [url](#)

En dépit des efforts fournis par les autorités depuis juin 2015, les *megabandas* continuent à prospérer dans une relative impunité<sup>75</sup>.

### 3.5. Guérillas

Les Fuerzas bolivarianas de liberación (FBL), également appelées *Boliches*, sont actives dans les Etats frontaliers Apure, Barinas, Carabobo, Caracas, Cojedes, Mérida, Portuguesa, Táchira, et Zulia. Cette guérilla pro-gouvernementale se finance par l'enlèvement et l'extorsion de propriétaires terriens locaux<sup>76</sup>.

Par ailleurs, une enquête journalistique menée au courant du mois de septembre 2017 révèle que des guérillas et *bacrim* colombiennes contrôlent non seulement la zone frontalière, mais aussi de vastes territoires du Venezuela, en concertation avec la GNB et la FANB<sup>77</sup>.

L'Ejército de liberación nacional (ELN) colombienne trouve au Venezuela un sanctuaire depuis lequel il peut développer son expansion (territoriale, financière et en capital humain), plus particulièrement depuis les Etats frontaliers Apure, Amazonas, Bolívar, Táchira et Zulia. L'ELN s'y livre à de l'extorsion, du micro trafic, du narcotrafic et de la contrebande, avec la complicité du gouvernement vénézuélien et de son armée<sup>78</sup>.

De la même manière, les dissidences des Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia (FARC) ont trouvé au Venezuela une zone d'arrière-garde ainsi qu'une source de financement. Ils y opèrent des activités illégales de trafic d'or, de contrebande et d'extraction d'or<sup>79</sup>.

Des ententes ponctuelles existent entre les dissidences des FARC et l'ELN<sup>80</sup>.

Le mouvement armé colombien Ejército popular de liberación (EPL), également appelé Los Pelusos, est présent au Venezuela depuis 2017. Il y joue un rôle clé dans le trafic de drogue le long de la frontière<sup>81</sup>.

### 3.6. Grupos armados organizados (GAO's)

Les anciens mouvements paramilitaires colombiens démobilisés ont donné naissance aux *bacrim* colombiennes, elles-mêmes muées en GAO's. Parmi ces mouvements, ce sont surtout les Rastrojos et les Urabeños qui sont présents au Venezuela. Leurs activités comprennent de l'extorsion, des enlèvements, *la vacuna* (le vaccin, soit le prélèvement d'un « impôt » censé apporter protection) et des assassinats sur contrat (*sicariato*). Les GAO's opèrent de plus en plus dans l'ombre de l'ELN, des dissidences des FARC et de l'EPL, voire, bien souvent, en coopération avec celles-ci et avec des éléments corrompus des forces de sécurité vénézuéliennes<sup>82</sup>.

<sup>75</sup> InSight Crime, 20/02/2019, [url](#) ; Observatorio de Delito Organizado, 13/07/2015, [url](#) ; Reportero24, 02/08/2015, [url](#) ; ICG, 24/06/2016, [url](#) ; OVV, 28/10/2016, [url](#) ; HRW, 2018, [url](#)

<sup>76</sup> InSight Crime, 21/05/2018, [url](#) ; InSight Crime, 21/10/2016, [url](#)

<sup>77</sup> EPMundo, 12/09/2017, [url](#)

<sup>78</sup> InSight Crime, 21/05/2018, [url](#) ; El Nacional (Delgado E.), 16/09/2017, [url](#)

<sup>79</sup> Semana (Arévalo M. C.), 15/04/2017, [url](#) ; El Nacional, 07/02/2017, [url](#)

<sup>80</sup> InSight Crime, 10/12/2018, [url](#)

<sup>81</sup> InSight Crime, 21/05/2018, [url](#) ; InSight crime, 18/01/2018, [url](#)

<sup>82</sup> InSight Crime, 21/05/2018, [url](#) ; InSight crime, 18/01/2018, [url](#) ; El Tiempo, 11/05/2017, [url](#) ; Telesur, 23/03/2017, [url](#)

La carte suivante publiée par InSight Crime en mai 2018 montre que les territoires prisés sont frontaliers :



Présence de groupes armés à la frontière entre la Colombie et le Venezuela, InSight Crime<sup>83</sup>

En mai 2018, InSight Crime a publié un rapport intitulé *Venezuela : a mafia State ?*, suite à trois années d'enquête sur le terrain. Il examine la croissance exponentielle du crime organisé au Venezuela et les conséquences pour la région. Cependant, il ne livre pas davantage d'informations sur les victimes civiles.

<sup>83</sup> InSight Crime, 21/05/2018, [url](#)

## 4. Violations des droits humains

L'impunité en matière de violations des droits humains est d'après le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) cité par Human Rights Watch (HRW) « généralisée »<sup>84</sup>.

Les forces de sécurité sont accusées par des ONG, des médias et des agences gouvernementales, d'exécutions extrajudiciaires en toute impunité<sup>85</sup>. Ce phénomène s'est accru selon l'Observatorio Venezolano de Violencia (OVV) au cours de l'année 2018<sup>86</sup>. D'après Roberto Briceño, directeur de l'OVV, cité dans un article de presse en décembre 2018, 7.523 personnes sont mortes courant 2018 en raison de leur « résistance à l'autorité ». Il en déduit qu'un tiers des morts violentes au Venezuela peut être attribué aux forces de sécurité du pays<sup>87</sup>. Ces chiffres semblent contraster avec ceux de l'Observatorio Venezolano de Conflictividad Social (OVCS), qui a recensé quatorze assassinats dans le cadre des manifestations pour l'année 2018<sup>88</sup>. Amnesty International n'a pas seulement recueilli des éléments de preuve à Caracas, mais aussi dans d'autres Etats comme Lara et Yaracuy par rapport à la répression de janvier 2019 :

« Het patroon is altijd hetzelfde. De nationale politie PNB en vooral de speciale eenheid FAES - *Fuerzas de Acciones Especiales* - voeren buitengerechtelijke executies uit. De slachtoffers zijn mensen die betrokken waren bij de protestacties tegen president Maduro en het beleid. De slachtoffers worden later afgeschilderd als criminelen, die het leven lieten tijdens confrontaties met de veiligheidsdiensten »<sup>89</sup>.

Le Foro Penal fait état de 1.003 arrestations arbitraires pour le seul mois de janvier 2019. D'après cette ONG, le phénomène a évolué par rapport aux années antérieures. Ces arrestations n'ont pas eu lieu pendant les marches de protestation, mais après, sans ordre judiciaire, alors que les manifestants retournaient chez eux, ou encore à leur domicile . L'ONG confirme l'assassinat de 35 personnes dans le cadre de ces marches. Elle énumère aussi les principaux auteurs de ces arrestations, soit la Guardia nacional bolivariana (GNB), les Fuerzas de acciones especiales (FAES), le Servicio bolivariano de inteligencia nacional (SEBIN), la Policía nacional bolivariana (PNB), la Dirección general de contra inteligencia militar (DGCIM) et les corps de police des Etats et communes. Enfin, elle rapporte la collaboration et l'intervention dans de nombreux cas de civils armés<sup>90</sup>. Dans son dernier rapport annuel paru en 2019, HRW explique que les forces de sécurité continuent de réprimer les manifestations spontanées et procèdent à des arrestations ciblées et arbitraires d'opposants ou d'opposants présumés dans tout le pays<sup>91</sup>. Lore Van Welden de Amnesty International Vlaanderen, citée dans un article de presse, précise qu'en janvier 2019, de nombreux jeunes hommes et des enfants ont ainsi été maltraités et enfermés<sup>92</sup>.

Si le rapport 2019 complet d'Amnesty International n'est pas encore publié pour le Venezuela<sup>93</sup>, Erika Guevara-Rosas, directrice Amériques de l'organisation, partage déjà qu'il n'est plus seulement

<sup>84</sup> HRW, 2019, [url](#)

<sup>85</sup> USDOS, 2017, [url](#)

<sup>86</sup> OVV, 30/12/2018, [url](#)

<sup>87</sup> UPI, 28/12/2018, [url](#)

<sup>88</sup> OVCS, 18/01/2019, [url](#)

<sup>89</sup> VRTNWS, 20/02/2019, [url](#)

<sup>90</sup> Foro Penal, 05/02/2019, [url](#)

<sup>91</sup> HRW, 2019, [url](#)

<sup>92</sup> VRTNWS, 20/02/2019, [url](#)

<sup>93</sup> Lors d'une mission de recherche menée dans les Etats de Lara, Yaracuy, Vargas et dans plusieurs secteurs à Caracas, entre le 31 janvier et le 17 février 2019, Amnesty International a rassemblé plus de 50 témoignages et réuni des informations sur 15 cas emblématiques, y compris sur des cas de violations graves des droits humains et de crimes de droit international. Les résultats de ces investigations seront prochainement exposés de façon détaillée dans un rapport qui sera rendu public.

question d'arrestations arbitraires de centaines d'adolescents, mais également de nombreuses exécutions<sup>94</sup>.

Les mauvaises conditions de détention constituent pour HRW une préoccupation persistante. L'instance dénonce dans son dernier rapport annuel paru en 2019, que :

« [...] les forces de sécurité ont commis de graves abus à l'encontre de détenus qui, dans certains cas, constituent des actes de torture, notamment des passages à tabac, des décharges électriques, l'asphyxie et des abus sexuels ».

Elle précise également que :

« La corruption, le manque de sécurité, la détérioration des infrastructures, la surpopulation carcérale, le manque de personnel ainsi que la présence de gardes mal formés permettent aux gangs armés d'exercer un contrôle effectif sur la population carcérale. Le recours excessif à la détention avant jugement contribue à la surpopulation. En mars, au moins 66 détenus et deux visiteurs sont morts lors d'un incendie à la suite d'une émeute dans un poste de police utilisé comme prison dans l'Etat de Carabobo »<sup>95</sup>.

Dans le même rapport, HRW fait état de discrimination à l'égard de certaines catégories de citoyens. Les personnes ayant soutenu les référendums portant sur la présidence de Maduro ont été licenciées de postes gouvernementaux. L'organisme relève qu'un :

« [...] programme gouvernemental qui distribue des denrées alimentaires et des produits de base à des prix plafonnés par le gouvernement a été accusé, de façon crédible, de discrimination à l'encontre des détracteurs du gouvernement ».

Il ajoute :

« En avril, le président Maduro a déclaré qu'il '*donnerait un prix*' aux Vénézuéliens qui ont voté aux élections de mai et ont présenté leur ' *carnet de la patrie*', une pièce d'identité délivrée par le gouvernement, nécessaire pour accéder au logement, aux retraites, à certaines procédures médicales ainsi qu'à des boîtes d'aliments soumis aux prix fixés par le gouvernement. Pendant la campagne présidentielle, les participants aux rassemblements gouvernementaux ont reçu des sacs de nourriture »<sup>96</sup>.

## 5. Cibles des violations des droits humains

HRW explique dans son rapport annuel 2019 que le gouvernement vénézuélien a emprisonné des opposants politiques et les a empêchés de se présenter aux élections ; il renvoie aux chiffres du Foro Penal quant au nombre de prisonniers politiques détenus dans les prisons et dans les cachots des services de renseignements vénézuéliens. HRW rappelle que Leopoldo López, leader de l'opposition, purge une peine de treize ans d'assignation à résidence pour incitation à la violence lors d'une manifestation à Caracas en février 2014. L'organisation ajoute que plusieurs autres personnes, arrêtées dans le cadre des manifestations de 2014 ou en raison de leur activisme politique qui a suivi, sont toujours assignées à résidence ou en détention, en attendant d'être jugées et que d'autres ont été contraintes à l'exil. HRW estime que les forces de sécurité continuent de réprimer les

<sup>94</sup> VRTNWS, 20/02/2019, [url](#)

<sup>95</sup> HRW, 2019, [url](#)

<sup>96</sup> HRW, 2019, [url](#)

manifestations spontanées et procèdent à des arrestations ciblées et arbitraires d'opposants ou d'opposants présumés dans tout le pays<sup>97</sup>.

L'organisation détaille ainsi la situation relative aux manifestants dans son rapport annuel 2019 :

« Plus de 12 500 personnes ont été arrêtées depuis 2014 en lien avec des manifestations, selon le Forum Pénal. Il s'agissait non seulement de manifestants, mais également de passants et de personnes emmenées de chez elles sans mandat. Environ 7 300 personnes avaient été libérées sous condition au moment de la rédaction du présent document, cependant elles faisaient toujours l'objet de poursuites pénales »<sup>98</sup>.

L'enquête de terrain menée par Amnesty International révèle que les autorités ont procédé à des exécutions extrajudiciaires à des fins de contrôle social en utilisant la Police nationale bolivarienne (PNB), et plus particulièrement ses Forces d'action spéciale (FAES), à l'encontre des personnes participant d'une manière ou d'une autre aux manifestations. Les quartiers les plus pauvres de Caracas et d'autres régions du pays ont été plus spécialement touchés et stigmatisés, enregistrant le plus grand nombre de victimes, qui ont par la suite été présentées comme étant des « criminels » tués lors d'affrontements avec les autorités<sup>99</sup>.

Des membres de la famille de personnes ayant un lien avec les manifestations de janvier 2019 ont également été visés par les autorités. AI fournit un exemple où les forces de sécurité :

« [...] ont enfermé les autres membres de la famille dans plusieurs pièces de la maison, et les ont menacés et frappés sur différentes parties du corps. Ils les ont ensuite forcés à sortir de la maison et les ont emmenés avec une escorte de la PNB dans un lieu situé à deux kilomètres de la maison. Quelques minutes après, ils ont tiré deux balles dans la poitrine de Luis Enrique [...] Selon les témoignages recueillis, après avoir exécuté Luis Enrique, les membres des FAES ont tiré des coups de feu dans la maison pour simuler un échange de tirs. Ils ont non seulement fabriqué des preuves, mais aussi altéré la scène de crime en traînant le corps jusque dans un véhicule qui l'a finalement transporté à la morgue, violant ainsi les dispositions des protocoles minimums en matière d'enquête pénale »<sup>100</sup>.

L'organisation vénézuélienne Foro Penal, citée par AI, rapporte que 137 mineurs ont été arrêtés à travers le pays entre le 21 et le 31 janvier 2019. Amnesty International a réuni des informations sur la détention arbitraire de certains d'entre eux, parmi lesquels des mineurs qui avaient « simplement regardé [une manifestation dans la ville de San Felipe, le 23 janvier 2019] en se tenant tout près ». Certains ont déclaré que :

« [...] lors de leur arrestation, les autorités les ont frappés, qualifiés de 'guarimberos' (manifestants violents) et de 'terroristes', exposés à des substances irritantes, privés de sommeil et menacés de les tuer. D'après leur témoignage, les agents qui les ont arrêtés appartenaient à plusieurs branches des forces de sécurité étatiques et étaient accompagnés de personnes habillées en civil »<sup>101</sup>.

AI ajoute que :

« [...] quatre adolescents ont été accusés d'infractions pour lesquelles, au regard du droit national, ils n'auraient pas dû être placés en détention ; ils ont pourtant été incarcérés pendant huit jours sur décision judiciaire. Ils ont passé quatre jours dans le Centre de réadaptation pour mineurs, une institution militaire où on leur a rasé la tête et où ils ont été obligés de chanter des slogans tels

<sup>97</sup> HRW, 2019, [url](#)

<sup>98</sup> HRW, 2019, [url](#)

<sup>99</sup> AI Belgique francophone, 20/02/2019, [url](#) ; VRTNWS, 20/02/2019, [url](#)

<sup>100</sup> AI Belgique francophone, 20/02/2019, [url](#)

<sup>101</sup> AI Belgique francophone, 20/02/2019, [url](#)



que 'Nous sommes les enfants de Chávez' . Le 29 janvier [2019], l'une des juges chargés de trois de ces affaires a déclaré publiquement qu'elle avait reçu l'ordre de maintenir les adolescents en détention, alors que cela n'était pas justifié d'un point de vue juridique. À la suite de cette déclaration, elle a été démise de ses fonctions et a quitté le pays. Les quatre adolescents attendent leur procès et ils sont toujours soumis à des restrictions de leurs libertés »<sup>102</sup>.

Les défenseurs des droits humains font l'objet d'un harcèlement perpétré par des représentants du gouvernement d'après HRW. L'organisation rappelle qu'en 2010, l'Assemblée nationale a promulgué une loi interdisant aux organisations qui « défendent les droits politiques » ou « surveillent le fonctionnement des organismes publics » de recevoir une aide internationale ». HRW prend la position suivante :

« Les mesures gouvernementales visant à restreindre le financement international des organisations non gouvernementales - combinées aux accusations infondées de responsables gouvernementaux et de sympathisants selon lesquelles les défenseurs des droits humains cherchent à saper la démocratie vénézuélienne - créent un environnement hostile qui limite la capacité des organisations de la société »<sup>103</sup>.

Quant aux médias, HRW explique dans son rapport annuel 2019 :

« Pendant plus d'une décennie, le gouvernement a accru son pouvoir de réglementation des médias, en a abusé et s'est employé avec détermination à réduire le nombre de médias dissidents. Le gouvernement peut suspendre ou révoquer des concessions accordées à des médias privés si *'cela convient aux intérêts de la nation'* , suspendre arbitrairement des sites Web pour l'infraction vaguement définie *'d'incitation'* ainsi que criminaliser l'expression de *'manque de respect'* à l'égard de hauts représentants du gouvernement. Même si quelques journaux, sites Web et stations de radio critiquent le gouvernement, la peur des représailles a fait de l'autocensure un problème sérieux »<sup>104</sup>.

Il ajoute ceci :

« En novembre 2017, l'Assemblée constituante a adopté une Loi [sic] contre la haine qui comprend des termes vagues portant atteinte à la liberté d'expression. Elle interdit les partis politiques qui *'promouvent le fascisme, la haine et l'intolérance'* et impose des peines de prison allant jusqu'à 20 ans aux personnes qui publient des *'messages d'intolérance et de haine'* dans les médias ou les réseaux sociaux. En 2018, les procureurs ont inculpé plusieurs personnes de ces crimes, dont trois enfants arrêtés pour avoir exprimé leur opposition au gouvernement sur les réseaux sociaux »<sup>105</sup>.

Erika Guevara-Rosas, directrice du programme Amériques à Amnesty International, a déclaré au sujet de l'arrestation de journalistes en janvier 2019 que :

« L'arrestation de ces journalistes est une attaque flagrante et très inquiétante contre la liberté d'expression et le droit à la vérité, dans le but d'empêcher le monde d'être témoin des violations massives des droits humains imputables aux autorités vénézuéliennes. [...] Les autorités doivent ordonner la libération immédiate et sans condition de tous les membres de la presse encore détenus. Enfin, elles ne doivent pas expulser les journalistes étrangers qui couvrent le mouvement de contestation et la crise institutionnelle »<sup>106</sup>.

<sup>102</sup> AI Belgique francophone, 20/02/2019, [url](#)

<sup>103</sup> HRW, 2019, [url](#)

<sup>104</sup> HRW, 2019, [url](#)

<sup>105</sup> HRW, 2019, [url](#)

<sup>106</sup> AI Belgique francophone, 31/01/2019, [url](#)

## 6. Répartition géographique des violences

Le dernier rapport annuel de l'OVV publié en décembre 2018 révèle un taux d'homicides de 81.4/100.000, ce qui place le Venezuela en tête des pays les plus violents d'Amérique latine. Ce taux est le double de celui qui était anticipé pour le Honduras et excède aussi celui qui était attendu pour le Salvador. L'OVV attribue ces violences à la criminalité et à la résistance à l'autorité (exécution extrajudiciaires). L'observatoire ne précise pas de quelles violences il s'agit lorsqu'il en détaille la répartition géographique. Les cinq entités fédérales touchées par les plus hauts taux de violence en 2018 ont été Aragua (168/100.000), puis Miranda, (124/100.000), ensuite Bolívar (107/100.000) et le District Capitale (100/100.000) et enfin Sucre (97/100.000). Au-delà de ceux-ci, trois Etats se situent au-dessus de la moyenne nationale : Monagas (86/100.000), Guárico et Carabobo (*ex aequo* à 85/100.000). Le rapport fournit des détails par Etat et souligne un processus de déplacement de la violence vers les zones de l'intérieur du pays, comme les zones centre-occidentales. Le rapport conclut à une généralisation à tout le pays de la violence. Alors qu'auparavant, elle était concentrée dans les grandes villes, elle s'est à présent répandue dans des villes à taille petite et moyenne et frappe désormais aussi les populations rurales. En effet, un nouveau type de bandes de délinquants a émergé à la campagne et dans un contexte de crise économique, de manque d'argent liquide et de raréfaction de la nourriture, la production agro-alimentaire s'est convertie en un nouveau butin<sup>107</sup>.

Dans les temps impartis pour la recherche, le Cedoca n'a pas trouvé davantage d'éléments permettant une cartographie des violences dans le pays, surtout au vu de la diversité de leur nature (policières ou criminelles).

---

<sup>107</sup> OVV, 30/12/2018, [url](#)

## Résumé

Depuis 2014, le Venezuela traverse une crise à la fois politique et socio-économique. L'hyperinflation a un impact sérieux sur la capacité à obtenir un accès à de la nourriture, des médicaments et d'autres biens de base. Le Venezuela continue d'être un des pays les plus violents du monde et connaît un exode massif de sa population. Les sanctions étrangères visent désormais une septantaine de personnes.

Avec l'autoproclamation de Juan Guaidó comme président le 23 janvier 2019, l'opposition entre dans une phase accélérée de son évolution et les manifestations s'enchaînent. Guaidó peut compter sur le soutien des Etats-Unis, du groupe de Lima (soit quinze Etats latino-américains plus le Canada) et de plusieurs Etats membres de l'Union européenne. Maduro, quant à lui, est soutenu par la Russie et la Chine.

Les protagonistes du conflit peuvent être scindés en deux catégories. Font partie des agents institutionnels l'armée, la police, et le service des renseignements. Selon l'OVV, le nombre d'homicides qui leur sont imputés (exécution extrajudiciaires) a augmenté. Parmi les agents extra-institutionnels figurent les *colectivos*, les *megabandas*, les guérillas et les GOAs. Le nombre d'homicides qui leur sont imputés a diminué d'après l'OVV.

L'impunité suite aux violations des droits humains est généralisée. Il est notamment question d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations arbitraires, de mauvaises conditions de détention et de discrimination envers des personnes perçues comme étant des opposants.

Les cibles principales des violations des droits humains sont les opposants, les manifestants, des passants lors de manifestations, des membres de la famille de personnes ayant un lien avec les protestations de janvier 2019, les défenseurs des droits humains et enfin les professionnels des médias.

Annexe



Carte administrative du Venezuela, CRS<sup>108</sup>

<sup>108</sup> CRS, 10/05/2017, [url](#)

## Bibliographie

- Al Jazeera, *Venezuela in crisis: All the latest updates*, 18/02/2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/01/venezuela-crisis-latest-updates-190123205835912.html> [consulté le 18/02/2019]
- Al Jazeera, *Venezuela's Maduro : Blackout due to cyber-attack, infiltrators* [video], 11/03/2019, <https://www.youtube.com/watch?v=oXdO5IXbz94> [consulté le 12/03/2019]
- Amnesty International (AI), *This is no way to live. Public security and right to life in Venezuela*, 2018, <https://www.amnesty.ch/fr/pays/ameriques/venezuela/docs/2018/etre-un-jeune-homme-pauvre-c-est-signer-son-arret-de-mort/report-venezuela-this-is-no-way-to-live-public-security-and-right-to-life-in-venezuela.pdf> [consulté le 04/03/2019]
- Amnesty International (AI), *Venezuela 2017/2018*, 2018, <https://www.amnesty.org/en/countries/americas/venezuela/report-venezuela/> [consulté le 04/03/2019]
- Amnesty International (AI) Belgique francophone, *Venezuela : Les autorités doivent libérer les journalistes arrêtés alors qu'ils couvraient la crise*, 31/01/2019, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/venezuela-les-autorites-doivent-liberer-les-journalistes-arretes-alors-qu-ils-lang=fr> [consulté le 04/03/2019]
- Amnesty International (AI) Belgique francophone, *Venezuela : Répression et impunité sous le régime de Maduro*, 20/02/2019, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/repressionvenezuela?lang=fr> [consulté le 04/03/2019]
- Ansa Latina, *"Colectivos armados" llaman a defender revolución*, 07/01/2019, [http://www.ansalatina.com/americalatina/noticia/venezuela/2019/01/08/colectivos-armados-llaman-a-defender-revolucion\\_c300e458-644c-4d1a-af63-ff5d6b5f3fc0.html](http://www.ansalatina.com/americalatina/noticia/venezuela/2019/01/08/colectivos-armados-llaman-a-defender-revolucion_c300e458-644c-4d1a-af63-ff5d6b5f3fc0.html) [consulté le 18/02/2019]
- Arte, *Venezuela : délit de manifestation* [video], 02/02/2019, <https://www.arte.tv/fr/videos/087669-000-A/venezuela-delit-de-manifestation/> [consulté le 08/02/2019]
- A Todo Momento, *Guaidó denunció amenazas de colectivos contra abuela de su esposa*, 10/02/2019, <http://atodomomento.com/quaido-esposa-fabiana-colectivos/nacionales/> [consulté le 18/02/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC) (Marco D. G.), *Qué son los colectivos y cómo operan para "defender la revolución bolivariana" en Venezuela*, 07/07/2017, <http://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-40527998> [consulté le 12/03/2019]
- Business Insider, *These are the world's 20 most dangerous countries, and photos showing what life is like there*, 01/11/2018, <https://www.businessinsider.com/what-life-is-like-in-some-of-the-worlds-most-dangerous-countries-2018-10?r=US&IR=T> [consulté le 01/03/2019]
- Cable News Network (CNN), *Venezuela named world's most dangerous country*, 08/06/2018, <https://edition.cnn.com/2018/06/08/world/gallup-venezuela-most-dangerous-country-int/index.html> [consulté le 01/03/2019]
- Cable News Network (CNN), *Violent protests in Venezuela*, 24/01/2019, <https://edition.cnn.com/americas/live-news/venezuela-protests-2019/index.html> [consulté le 12/03/2019]
- Cable News Network (CNN), *¿Esta Venezuela más cerca del caos?*, 04/02/2019, <https://cnnspanol.cnn.com/video/venezuela-cerca-del-caos-sanciones-economicas-gobierno-maduro-quaido-raul-gallegos-entrevista-dinero-serbia/> [consulté le 04/02/2019]
- Caracas Chronicles, *Meet FAES : the bolivarian police death squads leading repression against protesters*, 27/01/2019, <https://www.caracaschronicles.com/2019/01/27/meet-faes-the-bolivarian-police-death-squads-leading-repression-against-protesters/> [consulté le 26/03/2019]
- Congressional Research Service (CRS), *The Venezuela regional migration crisis*, 15/02/2019, <https://fas.org/spp/crs/row/IF11029.pdf> [consulté le 21/02/2019]
- Cpalsocial, *Informe sobre la movilidad humana venezolana. Realidades y perspectivas de quienes emigran [9 de abril al 6 de mayo de 2018]*, 05/2018, <https://cpalsocial.org/documentos/570.pdf> [consulté le 05/03/2019]

- Deutsche Welle (DW), *Venezuela: "colectivos chavistas", ¿guerrilla en ciernes?*, 06/02/2019, <https://www.dw.com/es/venezuela-colectivos-chavistas-guerrilla-en-ciernes/a-47383828> [consulté le 28/02/2019]
- EFE via El Nacional, *Colectivos prometen defender a Maduro con "el fusil en la mano"*, 08/01/2019, [http://www.el-nacional.com/noticias/gobierno/colectivos-prometen-defender-maduro-con-fusil-mano\\_265611](http://www.el-nacional.com/noticias/gobierno/colectivos-prometen-defender-maduro-con-fusil-mano_265611) [consulté le 18/02/2019]
- Efecto cocuyo, *San Miguel: "Tiros al aire en el 23 de Enero expone la tolerancia del Gobierno con los colectivos"*, 09/01/2019, <http://efectococuyo.com/sucesos/san-miguel-tiros-al-aire-en-el-23-de-enero-expone-la-tolerancia-el-gobierno-con-los-colectivos/> [consulté le 25/02/2019]
- El Estímulo, *Colectivos armados amenazan con tomar Caracas desde el 7 de Enero*. 06/01/2019, <http://elestimulo.com/blog/colectivos-armados-amenazan-con-tomar-caracas-desde-el-7-de-enero/> [consulté le 18/02/2019]
- El Mercurio via El Nacional, *Qué es el Sebin, la "policía política" de Maduro acusada de torturar*, 01/11/2018, [http://www.el-nacional.com/noticias/politica/que-sebin-policia-politica-maduro-acusada-torturar\\_258101](http://www.el-nacional.com/noticias/politica/que-sebin-policia-politica-maduro-acusada-torturar_258101) [consulté le 18/02/2019]
- El Nacional, *"Secuestro" de helicóptero por la guerrilla es la entrega de la soberanía*, 07/02/2017, [http://www.el-nacional.com/noticias/oposicion/secuestro-helicoptero-por-guerrilla-entrega-soberania\\_79831](http://www.el-nacional.com/noticias/oposicion/secuestro-helicoptero-por-guerrilla-entrega-soberania_79831) [consulté le 12/03/2019]
- El Nacional, *Gobierno inició estrategia para comprar votos con comida*, 08/09/2017, [http://www.el-nacional.com/noticias/gobierno/gobierno-inicio-estrategia-para-comprar-votos-con-comida\\_202809](http://www.el-nacional.com/noticias/gobierno/gobierno-inicio-estrategia-para-comprar-votos-con-comida_202809) [consulté le 12/03/2019]
- El Nacional (Delgado E.), *Organizaciones de DD HH advierten sobre presencia del ELN en la frontera*, 16/09/2017, [http://www.el-nacional.com/noticias/sociedad/organizaciones-advierten-sobre-presencia-del-eln-frontera\\_203911](http://www.el-nacional.com/noticias/sociedad/organizaciones-advierten-sobre-presencia-del-eln-frontera_203911) [consulté le 18/09/2017]
- El Nuevo Herald (Delgado A.M.), *Maduro fortalece milicias como un contrapeso al ejército en Venezuela*, 02/07/2016, <http://www.elnuevoherald.com/noticias/mundo/americ-latina/venezuela-es/article87426622.html> [consulté le 12/03/2019]
- El País, *Las fuerzas de choque que arropan a Maduro*, 09/02/2019, [https://elpais.com/internacional/2019/02/07/americ/1549576689\\_267228.html](https://elpais.com/internacional/2019/02/07/americ/1549576689_267228.html) [consulté le 28/02/2019]
- El País, *Las últimas noticias sobre la crisis de Venezuela, en directo*, 04/02/2019, [https://elpais.com/internacional/2019/02/03/actualidad/1549220436\\_108765.html](https://elpais.com/internacional/2019/02/03/actualidad/1549220436_108765.html) [consulté le 04/02/2019]
- El Tiempo (Lares Martiz V.), *'Colectivos', brazo civil de represión chavista en un mes de protestas*, 30/04/2017, <http://www.eltiempo.com/mundo/latinoamerica/que-son-los-colectivos-chavistas-que-actuan-en-protestas-de-venezuela-83290> [consulté le 12/03/2019]
- El Observador, *El poder militar bajo el chavismo*, 03/02/2019, <https://www.elobservador.com.uy/nota/el-poder-militar-bajo-el-chavismo-201921201251> [consulté le 05/02/2019]
- El Periódico CR, *Maduro anuncia aumento de fuerza militar, Guaidó dice que oposición seguirá manifestándose*, 02/02/2019, <https://elperiodicocr.com/maduro-anuncia-aumento-de-fuerza-militar-quaido-dice-que-oposicion-seguira-manifestandose/> [consulté le 28/02/2019]
- El Periódico, *La inminente llegada de ayuda humanitaria pone a prueba a Maduro*, 10/02/2019, <https://www.elperiodico.com/es/internacional/20190210/llegada-ayuda-humanitaria-pone-prueba-maduro-7296817> [consulté le 18/02/2019]
- El Tiempo, *Alerta por enfrentamientos de bandas criminales en la frontera*, 11/05/2017, <http://www.eltiempo.com/colombia/otras-ciudades/querra-entre-bacrim-en-zona-de-frontera-con-venezuela-86942> [consulté le 12/03/2019]
- El Tiempo, *Cambian al jefe de la policía política en Venezuela*, 30/10/2018, <https://www.eltiempo.com/mundo/venezuela/cambian-jefe-de-la-policia-politica-sebin-en-venezuela-287824> [consulté le 18/02/2019]

- EP Mundo, *Pruebas que la guerrilla y militares venezolanos están "compinchados"*, 12/09/2017, <http://epmundo.com/2017/pruebas-que-la-guerrilla-y-militares-venezolanos-estan-compinchados/> [consulté le 19/09/2017]
- EP Mundo, *Colectivos se la aplican a familia de la esposa de Guaidó*, 10/02/2019, <http://epmundo.com/2019/colectivos-se-la-aplican-a-familia-de-la-esposa-de-guaido/> [consulté le 18/02/2019]
- Europe 1, *Aide humanitaire au Venezuela : "C'est plus difficile que prévu, je suis très émue"*, 24/02/2019, <https://www.europe1.fr/international/aide-humanitaire-au-venezuela-cest-plus-difficile-que-prevu-je-suis-tres-emeue-3863204> [consulté le 25/02/2019]
- Financial Times, *Venezuela's military continues to support regime — for now*, 29/01/2019, <https://www.ft.com/content/d1743558-235a-11e9-8ce6-5db4543da632> [consulté le 07/02/2019]
- Foro Penal, *Reporte sobre la represión en Venezuela. Enero 2019*, 05/02/2019, <https://foropenal.com/2019/02/05/reportesobre-la-represion-en-venezuela-enero-2019/> [consulté le 08/02/2019]
- Foro Penal [site web], s.d., <https://foropenal.com/> [consulté le 08/02/2019]
- France 24, *Meeting the 'colectivos', Venezuela's pro-Chavez self-defence groups*, 01/06/2018, <https://www.france24.com/en/video/20180601-meeting-colectivos-venezuela-pro-chavez-self-defence-groups> [consulté le 18/02/2019]
- France 24, *Crise politique au Venezuela - l'analyse d'Isabelle Rousseau*, 02/02/2019, <https://www.france24.com/fr/video/20190204-crise-politique-venezuela-lanalyse-disabelle-rousseau> [consulté le 04/02/2019]
- Freedom House, *Freedom in the World 2018, Venezuela country report, 2018*, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/venezuela> [consulté le 08/02/2019]
- Freedom House, *Freedom in the World 2019, Venezuela country report, 2019*, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/Venezuela> [consulté le 08/02/2019]
- Forbes, *Venezuela's hyperinflation hits 80,000% per year in 2018*, 01/01/2019, <https://www.forbes.com/sites/stevehanke/2019/01/01/venezuelas-hyperinflation-hits-80000-per-year-in-2018/#12615b394572> [consulté le 04/02/2019]
- German Institute for Global and Area studies (GIGA) [site web], s.d., <https://www.giga-hamburg.de> [consulté le 07/02/2019]
- German Institute for Global and Area studies (GIGA), *Venezuela – Elections alone are not enough*, 01/02/2019, [https://www.giga-hamburg.de/en/publication/venezuela-elections-alone-are-not-enough?utm\\_source=GIGA+Hamburg+%7C%C2%A0Newsletter&utm\\_campaign=404d486600-RSS\\_FOCUSLATINAMERICA\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_3bb391c27b-404d486600-282014345](https://www.giga-hamburg.de/en/publication/venezuela-elections-alone-are-not-enough?utm_source=GIGA+Hamburg+%7C%C2%A0Newsletter&utm_campaign=404d486600-RSS_FOCUSLATINAMERICA_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_3bb391c27b-404d486600-282014345) [consulté le 07/02/2019]
- Human Rights Watch (HRW), *World report 2017. Venezuela*, 2018, <https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/venezuela> [consulté le 21/08/2017]
- Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2019. Venezuela*, 2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/326053#60820a> [consulté le 04/03/2019]
- Info defensa, *La Guardia Nacional de Venezuela activa el Comando Nacional Antiextorsión y Secuestro*, 13/04/2013, <https://www.infodefensa.com/latam/2013/04/13/noticia-la-guardia-nacional-de-venezuela-activa-el-comando-nacional-antiextorsion-y-secuestro.html> [consulté le 18/02/2019]
- InSight Crime, *FBL*, 21/10/2016, <http://es.insightcrime.org/noticias-sobre-crimen-organizado-en-venezuela/fbl> [consulté le 18/09/2017]
- InSight crime, *GameChangers 2017: El gobierno de Maduro en Venezuela fortalece sus nexos criminales*, 18/01/2018, <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/gamechangers-2017-el-gobierno-de-maduro-en-venezuela-fortalece-sus-nexos-criminales/> [consulté le 19/04/2018]
- InSight Crime, *7 reasons for describing Venezuela as a mafia State*, 16/05/2018, <https://www.insightcrime.org/investigations/seven-reasons-venezuela-mafia-state/> [consulté le 21/02/2019]

- InSight Crime, *Drug trafficking within the Venezuelan regime: the cartel of the suns*, 17/05/2018, <https://www.insightcrime.org/investigations/seven-reasons-venezuela-mafia-state/> [consulté le 21/02/2019]
- InSight Crime, *The devolution of State power: the colectivos*, 18/05/2018, <https://www.insightcrime.org/investigations/devolution-state-power-colectivos/> [consulté le 21/02/2019]
- InSight Crime, *The devolution of State power: the pranes*, 20/05/2018, <https://www.insightcrime.org/investigations/the-devolution-of-state-power-the-pranes> [consulté le 21/02/2019]
- InSight Crime, *Colombia and Venezuela; criminal siamese twins*, 21/05/2018, <https://www.insightcrime.org/investigations/colombia-venezuela-criminal-siamese-twins/> [consulté le 21/02/2019]
- InSight Crime, *Reunión entre ELN y disidencias de las FARC confirma que utilizan Venezuela como enclave criminal*, 10/12/2018, <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/reunion-entre-eln-y-disidencias-de-las-farc-confirma-que-utilizan-venezuela-como-enclave-criminal/> [consulté le 05/03/2019]
- InSight Crime [site web], s.d., <https://www.insightcrime.org/> [consulté le 05/03/2019]
- InSight Crime, *Venezuela mega-gang shatters 'pax mafiosa' by murdering rivals*, 20/02/2019, <https://www.insightcrime.org/news/brief/venezuela-mega-gang-shatters-pax-mafiosa/> [consulté le 01/03/2019]
- InSight Crime, *Venezuela : a mafia State ?*, 05/2018, <https://www.insightcrime.org/investigations/venezuela-mafia-state/> [consulté le 12/03/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Venezuela : al borde del precipicio*, 24/06/2016, <https://www.crisisgroup.org/es/latin-america-caribbean/andes/venezuela/venezuela-edge-precipice> [consulté le 12/03/2019]
- International Crisis Group (ICG), *A rising tide of murder in Venezuela's mineral-rich South*, 12/11/2018, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/venezuela/rising-tide-murder-venezuelas-mineral-rich-south> [consulté le 12/03/2019]
- International Crisis Group (ICG), *In Venezuela, a high-stakes gambit*, 24/01/2019, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/venezuela/venezuela-high-stakes-gambit> [consulté le 11/02/2019]
- International Crisis Group (ICG), *What we heard in Caracas*, 08/02/2019, [https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/venezuela/what-we-heard-caracas?utm\\_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm\\_campaign=1127572b41-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_02\\_08\\_01\\_55&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_1dab8c11ea-1127572b41-359781309](https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/venezuela/what-we-heard-caracas?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=1127572b41-EMAIL_CAMPAIGN_2019_02_08_01_55&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-1127572b41-359781309) [consulté le 08/02/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Negotiating an exit from Venezuela's bruising deadlock*, 04/03/2019, [https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/venezuela/negotiating-exit-venezuelas-bruising-deadlock?utm\\_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm\\_campaign=c17488cf50-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_03\\_04\\_10\\_05&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_1dab8c11ea-c17488cf50-359781309](https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/venezuela/negotiating-exit-venezuelas-bruising-deadlock?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=c17488cf50-EMAIL_CAMPAIGN_2019_03_04_10_05&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-c17488cf50-359781309) [consulté le 04/03/2019]
- International Crisis Group (ICG) [site web], s.d., <https://www.crisisgroup.org> [consulté le 12/03/2019]
- International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, *Venezuela: Civil unrest - Information bulletin*, 21/02/2019, <https://reliefweb.int/report/venezuela-bolivarian-republic/venezuela-civil-unrest-information-bulletin> [consulté le 21/02/2019]
- La Razón, *Venezuela: Torturas en el piso 10 del Sebin*, 10/10/2018, <https://www.larazon.es/internacional/venezuela-torturas-en-el-piso-10-del-sebin-LD20101468> [consulté le 18/02/2019]
- La República, *Colectivos de Venezuela prometen respaldo a Nicolás Maduro con "sangre y fuego"*, 07/01/2019, <https://larepublica.pe/mundo/1390033-crisis-venezuela-colectivos-respaldaran-nicolas-maduro-sangre-fuego-caracas> [consulté le 18/02/2019]
- Le Figaro, *Où en est la crise au Venezuela ?*, 31/01/2019, <http://www.lefigaro.fr/international/2019/01/31/01003-20190131ARTFIG00097-o-en-est-la-crise-au-venezuela.php> [consulté le 04/02/2019]



- Le Figaro, *Venezuela : des dizaines de milliers de manifestants*, 02/02/2019, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2019/02/02/97001-20190202FILWWW00151-venezuela-des-dizaines-de-milliers-de-manifestants.php> [consulté le 04/02/2019]
- Le Monde, *Le défi de l'opposition au Venezuela*, 04/09/2017, [http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/04/le-defi-de-l-opposition-au-venezuela\\_5180616\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/04/le-defi-de-l-opposition-au-venezuela_5180616_3232.html) [consulté le 08/09/2017]
- Le Monde via Youtube, *Venezuela : pourquoi Trump veut tant le départ de Maduro* [video], 09/02/2019, <https://youtu.be/dtJ6zMQ2rE> [consulté le 12/03/2019]
- Le Monde, *Au Venezuela, cinq jours de panne d'électricité et un nouvel appel à manifester*, 12/03/2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/03/12/le-venezuela-a-nouveau-dans-la-rue-mardi-contre-la-panne-de-courant\\_5434725\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/03/12/le-venezuela-a-nouveau-dans-la-rue-mardi-contre-la-panne-de-courant_5434725_3210.html) [consulté le 12/03/2019]
- Le Monde diplomatique, *Au Venezuela, la logique du pire*, 24/01/2019, <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2019-01-24-Venezuela> [consulté le 04/02/2019]
- Ministerio del poder popular para la defensa [site web], s.d., <http://www.guardia.mil.ve/web/mision/> [consulté le 04/02/2019]
- Notimerica, *¿Quiénes serían perdonados por la Ley de Amnistía militar propuesta por Juan Guaidó ?*, 28/01/2019, <https://www.notimerica.com/sociedad/noticia-quienes-serian-perdonados-ley-amnistia-militar-propuesta-juan-guaido-20190128212222.html> [consulté le 18/02/2019]
- MO\*, *Deze brug vormt het epicentrum van de escalerende crisis in Venezuela*, 19/02/2019, [https://www.mo.be/reportage/deze-brug-vormt-het-epicentrum-van-de-escalerende-crisis-in-Venezuela?utm\\_campaign=daily&utm\\_medium=newsletter&utm\\_source=email](https://www.mo.be/reportage/deze-brug-vormt-het-epicentrum-van-de-escalerende-crisis-in-Venezuela?utm_campaign=daily&utm_medium=newsletter&utm_source=email) [consulté le 18/02/2019]
- Observatorio de Delito Organizado, *Alerta informativa : el surgimiento de las megabandas en Venezuela*, 13/07/2015, <http://observatoriodot.org.ve/cms/index.php/item/71-alerta-informativa-el-surgimiento-de-las-megabandas-en-venezuela> [consulté le 18/09/2017]
- Observatorio de Delito Organizado [site web], s.d., <http://observatoriodot.org.ve/web/> [consulté le 05/03/2019]
- Observatorio Venezolano de Conflictividad Social (OVCS), *Conflictividad social en Venezuela 2018*, 18/01/2019, <http://www.observatoriodeconflictos.org.ve/tendencias-de-la-conflictividad/conflictividad-social-en-venezuela-2018> [consulté le 05/03/2019]
- Observatorio Venezolano de Conflictividad Social (OVCS), *Conflictividad social en Venezuela enero 2019*, 07/02/2019, <http://www.observatoriodeconflictos.org.ve/tendencias-de-la-conflictividad/conflictividad-social-en-venezuela-enero-2019> [consulté le 08/02/2019]
- Observatorio Venezolano de Violencia (OVV), *Impunidad alcanza a 98% de crímenes contra los DDHH en Venezuela, según Cofavic*, 28/10/2016, <http://observatoriodeviolencia.org.ve/impunidad-alcanza-a-98-de-crimenes-contra-/los-ddhh-en-venezuela-segun-cofavic/> [consulté le 22/09/2017]
- Observatorio Venezolano de Violencia (OVV), *OVV-LACSO: Informe Anual de Violencia 2018*, 30/12/2018, <https://observatoriodeviolencia.org.ve/ovv-lacso-informe-anual-de-violencia-2018/> [consulté le 25/02/2019]
- Observatorio Venezolano de Violencia (OVV) [site web], s.d., <https://observatoriodeviolencia.org.ve> [consulté le 25/02/2019]
- Office of the United High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Human Rights Violations in the Bolivarian Republic of Venezuela: a downward spiral with no end in sight*, 07/06/2018, [https://www.ohchr.org/Documents/Countries/VE/VenezuelaReport2018\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/VE/VenezuelaReport2018_EN.pdf) [consulté le 04/03/2019]
- Organization of American States (OAS), *Report of the general secretariat of the Organization of American States and the panel of independent international experts on the possible commission of crimes against humanity in Venezuela*, 29/05/2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Informe-Panel-Independiente-Venezuela-EN.pdf> [consulté le 04/03/2019]
- Portafolio, *'Ahora todo es posible en Venezuela: el país está lleno de armas'*, 24/01/2019, <https://www.portafolio.co/internacional/analisis-sobre-la-crisis-en-venezuela-525566> [consulté le 08/02/2019]

- Radio France international (RFI), *Le Venezuela est désormais le pays le plus dangereux au monde*, 08/01/2019, <http://www.rfi.fr/ameriques/20181229-venezuela-pays-plus-dangereux-monde-crime-crise> [consulté le 04/02/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Venezuela: Guaidó annonce que l'aide humanitaire arrivera le 23 février*, 12/02/2019, <http://www.rfi.fr/ameriques/20190212-venezuela-guaido-annonce-aide-humanitaire-entrera-le-23-fevrier-maduro> [consulté le 12/03/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Dans les rues de Caracas, au Venezuela, deux pays irréconciliables*, 10/03/2019, [http://200.44.45.5/registrocivil/uploads/repoDocs/bcc0cd14f60af13ddb9b0d0d6499fc2c3f58b1a4\\_1293024524.pdf](http://200.44.45.5/registrocivil/uploads/repoDocs/bcc0cd14f60af13ddb9b0d0d6499fc2c3f58b1a4_1293024524.pdf) [consulté le 12/03/2019]
- Reportero24, *Caracas: Pandillas mutaron a megabandas*, 02/08/2015, <http://www.reportero24.com/2015/08/02/caracas-pandillas-mutaron-a-megabandas/> [consulté le 17/08/2017]
- Radio télévision belge francophone (RTBF) Info, *Vous ne comprenez rien à la situation au Venezuela? Voici quelques explications*, 03/02/2019, [https://www.rtb.be/info/monde/detail\\_papa-explique-moi-le-venezuela?id=10135397](https://www.rtb.be/info/monde/detail_papa-explique-moi-le-venezuela?id=10135397) [consulté le 04/02/2019]
- Radio télévision belge francophone (RTBF) Info, *Venezuela: un général de l'armée de l'Air fait allégeance au président autoproclamé Juan Guaidó*, 02/02/2019, [https://www.rtb.be/info/monde/detail\\_venezuela-un-general-de-l-armee-de-l-air-fait-allegeance-au-president-autoproclame-juan-guaido?id=10135321](https://www.rtb.be/info/monde/detail_venezuela-un-general-de-l-armee-de-l-air-fait-allegeance-au-president-autoproclame-juan-guaido?id=10135321) [consulté le 04/02/2019]
- Radio télévision Luxembourg (RTL), *Venezuela : pourquoi les tensions peuvent aboutir à une guerre civile*, 30/01/2019, <https://www.rtl.fr/actu/international/venezuela-pourquoi-les-tensions-peuvent-aboutir-a-une-guerre-civile-7796381826> [consulté le 04/02/2019]
- Reuters, *Venezuela murder rate dips, partly due to migration: monitoring group*, 27/12/2018, <https://www.reuters.com/article/us-venezuela-crime/venezuela-murder-rate-dips-partly-due-to-migration-monitoring-group-idUSKCN1OQ1GJ> [consulté le 12/03/2019]
- Runrun.es, *Crímenes sin Castigo | 2018: cuatro tendencias en seguridad para Venezuela*, 26/12/2018, <https://runrun.es/opinion/367144/crimenes-sin-castigo-2018-cuatro-tendencias-en-seguridad-para-venezuela/> [consulté le 28/02/2019]
- Runrun.es [site web], s.d., <https://runrun.es> [consulté le 28/02/2019]
- Semana (Arévalo M. C.), *¿Hay 4.000 miembros de las FARC en Venezuela?*, 15/04/2017, <http://www.semana.com/opinion/articulo/hay-4000-miembros-de-las-farc-en-venezuela/522149> [consulté le 18/09/2017]
- Semana, *Sí estamos armados y somos chavistas fundador del colectivo Mersuv*, 25/09/2017, <http://www.semana.com/mundo/articulo/colectivos-armados-en-venezuela-caso-del-estado-bolivar/541655> [consulté le 03/10/2017]
- Sky News, *Violence in Venezuela as president's rival declares himself leader*, 24/01/2019, <https://news.sky.com/story/venezuelan-opposition-leader-declares-himself-president-amid-unrest-11615604> [consulté le 12/03/2019]
- Tal Cual, OVV, *Hay estados donde la policía mata más que la delincuencia*, 27/12/2018, <http://talcualdigital.com/index.php/2018/12/27/ovv-venezuela-es-el-pais-mas-violento-del-2018/> [consulté le 25/02/2019]
- Telesur, *Así fue la ofensiva de Venezuela contra posición paramilitar*, 23/03/2017, <https://www.telesur.net/news/Asi-fue-la-ofensiva-de-Venezuela-contra-una-posicion-paramilitar-20170323-0030.html> [consulté le 18/09/2017]
- Telesur, *Milicia Nacional Bolivariana de Venezuela celebra su séptimo aniversario*, 17/04/2017, <https://www.telesur.net/multimedia/Milicia-Nacional-Bolivariana-de-Venezuela-celebra-su-septimo-aniversario-20170417-0031.html> [consulté le 11/09/2017]

The New York Times (Torres P., Casey N.), *Los colectivos venezolanos, las bandas de civiles armados que atacan a los manifestantes y defienden a Maduro*, 22/04/2017, <https://www.nytimes.com/es/2017/04/22/colectivos-venezuela-nicolas-maduro/> [consulté le 11/08/2017]

The New York Times, *Venezuela is in crisis. So how did Maduro secure a second term?*, 10/01/2019, <https://www.nytimes.com/2019/01/10/world/americas/venezuela-maduro-inauguration.html> [consulté le 01/03/2019]

The Washington Post, *Latin America has never seen a crisis like Venezuela before*, 09/01/2019, [https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/latin-america-has-never-seen-a-crisis-like-venezuela-before/2019/01/09/26cc15b4-1381-11e9-b6ad-9cfd62dbb0a8\\_story.html?utm\\_term=.039230953e9c](https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/latin-america-has-never-seen-a-crisis-like-venezuela-before/2019/01/09/26cc15b4-1381-11e9-b6ad-9cfd62dbb0a8_story.html?utm_term=.039230953e9c) [consulté le 01/03/2019]

Time, *How hunger fuels crime and violence in Venezuela*, 23/10/2018, <http://time.com/longform/hunger-crime-violence-venezuela/> [consulté le 05/03/2019]

Vlaamse Radio Televisie Nieuws (VRTNWS), *Amnesty over Venezuela: "President Maduro regeert met angst, hongersnood en opsluiting"*, 20/02/2019, <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2019/02/20/amnesty-over-venezuela-president-maduro-regeert-met-angst-hong/> [consulté le 04/03/2019]

Vlaamse Radio Televisie Nieuws (VRTNWS), *Zelfverkleerde interim-president Juan Guaidó is terug in Venezuela*, 04/03/2019, <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2019/03/04/zelfverkleerde-president-juan-guaido-keert-terug-naar-venezuela/> [consulté le 05/03/2019]

United Press International (UPI), *Venezuela on track to be Latin America's most violent country in 2018*, 28/12/2018, <https://www.upi.com/Venezuela-on-track-to-be-Latin-Americas-most-violent-country-in-2018/1701546018259/#ixzz5dd68EXHv> [consulté le 04/03/2019]

United States Department of State (USDOS), *2017 International narcotics control strategy report*, 2017, <https://www.state.gov/j/inl/rls/nrcrpt/2017/> [consulté le 31/08/2017]

United States Department of State (USDOS), *Venezuela 2017 human rights report*, 2018, <https://www.state.gov/documents/organization/277611.pdf> [consulté le 04/03/2019]

Washington Examiner, *In Venezuela, the colectivos' threat to Juan Guaidó is growing*, 04/02/2019, <https://www.washingtonexaminer.com/opinion/in-venezuela-the-colectivos-threat-to-juan-guaido-is-growing> [consulté le 18/02/2019]